

# Recherche participative et science de la durabilité

Mina Kleiche-Dray et Maël Goumri, IRD, Département Société et Mondialisation, Marseille

6 juin 2023



## Mise en contexte

Depuis les années 2000 en France, les recherches associant chercheur.euse.s institutionnel.le.s et les publics concernés par ces recherches connaissent un fort essor. Ces démarches participatives prennent un sens particulier vis-à-vis de la science de la durabilité qui promeut une co-construction de dispositifs, impliquant l'ensemble des acteur.trice.s pour renouveler en profondeur les pratiques scientifiques. Les recherches participatives s'inscrivent donc dans un continuum entre recherche, médiation, expertise et science ouverte, et renouvellent ainsi le dialogue science-recherche-société par les défis épistémologiques, méthodologiques, institutionnels qu'elles posent à la science.

## Recherche participative au prisme des enjeux d'inégalités Sud-Nord

Les recherches participatives sont une manière de faire de la recherche « autrement ». Sous des noms différents (science participative, recherche participative, recherche collaborative, sciences citoyennes, co-recherche, *community based research*), elles s'inscrivent dans une multiplicité de dispositifs scientifiques dont le dénominateur commun est d'associer à une recherche faite par des chercheur.euse.s institutionnel.le.s (CH), les publics concernés sans qu'ils n'aient le statut de CH professionnel, afin d'acquérir des savoirs différents. Les lieux et méthodes mobilisés dans le cadre de ces recherches - à l'instar des fablab (laboratoires de fabrication), des boutiques des sciences ou des observatoires citoyens, des alliances science-société - permettent la rencontre entre une science dite « dominante » et d'autres formes de savoirs pour l'enrichir. Au Sud, ce type de recherches inscrites dans une démarche de science engagée auprès des populations est aujourd'hui intégré dans de nombreux agendas politiques nationaux (par ex. en Bolivie, Équateur, Mexique) en vue de la construction de sociétés plus inclusives où la justice épistémique entre le scientifique et le non-scientifique, et entre Nord et Sud, devient un enjeu central. Dans les arènes internationales (Convention de la Diversité Biologique, Déclarations des droits des Peuples Autochtones, des paysans, des afrodescendants, COPs), les savoirs locaux des populations sont reconnus comme faisant partie des solutions techniques et politiques aux défis globaux. Qu'il s'agisse des populations autochtones ou des femmes du fait de leurs interactions privilégiées avec l'environnement (pour l'alimentation, les soins, l'habitat), ces « sachant.e.s » sont reconnu.e.s dans leurs capacités à développer des savoirs particuliers (expérientiels, profanes, érudits) sur les humains et non-humains ; savoirs qui jouent un rôle central notamment dans le maintien de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. Au-delà, les recherches participatives portées par des acteurs aux visions du monde, discours, et pratiques différentes sont reconnues pour œuvrer plus généralement à réduire la verticalité des savoirs et les asymétries de pouvoir qu'elle engendre. Elles placent de fait la justice épistémique dans les enjeux de justice sociale majeurs. Au-delà de la manière dont les recherches participatives sont conduites, c'est souvent la recherche d'intégration de savoirs de sources différentes, qui est en jeu.

## La recherche participative au prisme de la colonisation des savoirs versus justice épistémique

Les démarches participatives prennent un sens particulier dans le cadre de recherches menées dans les Suds dans un contexte post-colonial. Elles peuvent en effet apparaître aux yeux de nombreux CH comme une solution pour sortir de la « colonisation des savoirs », c'est-à-dire la constitution de savoirs sur les Suds depuis le Nord, autrefois pour l'intérêt de la métropole. Les recherches participatives permettent de calquer les agendas de recherche des CH sur les priorités identifiées localement, ce qui fait de cette approche une alliée majeure de la science de la durabilité. Le programme de recherche interventionnelle "Transitions" porté par l'unité TRANSVIHMI et le réseau pédiatrique Enfants VIH Afrique au Sénégal et au Burkina Faso, illustrent bien la manière dont l'implication des non professionnels de la recherche permet de modifier les objectifs et activités des projets en fonction des priorités des populations concernées. Dans Transitions, un atelier participatif à Dakar a été construit et conduit avec 16 jeunes vivant avec le VIH, avec pour objectif de les amener à identifier leurs défis et besoins spécifiques. Des séances d'inclusions matinales (ice breakers, ancrage, méditation), l'utilisation d'outils propres à l'intelligence collective (arbres à problème) ainsi que l'animation de séance d'improvisation théâtrale ont permis de libérer la parole. Les jeunes ont également échangé sur leurs difficultés au quotidien dans une société discriminante envers les personnes vivant avec le VIH. Ces échanges ont permis de montrer que les besoins prioritaires n'étaient pas tant l'éducation à la santé sexuelle et reproductive, tels qu'initialement anticipés par le projet, mais de briser l'isolement social et lutter contre l'auto-stigmatisation et la discrimination. Les jeunes

associatifs partenaires pilotent actuellement deux projets communautaires en ce sens. En favorisant la co-construction de solutions techniques et politiques pour répondre aux défis globaux, la science de la durabilité réactive aussi des questionnements liés à la recherche partenariale, et invite à ne plus simplement faire des recherches « dans les Suds » mais de les réaliser « avec les Suds », y compris en associant des acteurs non professionnels de la recherche. Dans le cas de l'IRD, la recherche participative est appelée à être mobilisée dans la construction des communautés de savoirs afin de « *systématiser la co-construction de programmes et de projets de recherche en créant des passerelles pour un dialogue multi-acteurs, valorisant les savoirs pluriels et ouvrant un espace d'écoute et d'échange informé, juste et équitable* » (Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance). La science de la durabilité implique, une co-construction de dispositifs impliquant l'ensemble des acteurs pour à la fois renouveler en profondeur les pratiques scientifiques (et éviter les effets de saupoudrages ou d'addition), intégrer le « tiers-secteur de la recherche » à l'ensemble des étapes de celle-ci (du cadrage à la mise à disposition des données) et favoriser l'interdisciplinarité (notamment entre sciences dites « dures » et sciences sociales).

### *De la médiation de la science à la médiation de la recherche*

Le mouvement de formalisation des relations science, recherche et société s'inscrit aussi dans l'agenda des instances nationales, européennes et internationales (par ex. la conférence Annuelle Internationale sur les Recherches Participatives de l'ONU). Il implique une co-production des savoirs et une structuration d'un Tiers-secteur de la recherche composé de collectifs citoyens ou d'acteurs de la société civile. La co-recherche et la co-construction des savoirs multi-acteurs ont acquis une place dans le renouvellement des stratégies et des politiques de la recherche et de l'innovation pour promouvoir la science en France. Cet engagement est soutenu et encouragé par le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche dans le cadre de la Loi de programmation de la recherche et traduit dans la feuille de route « Science avec et pour la Société ». Celle-ci incite l'ESR à renforcer le dialogue science-recherche-société en mettant en œuvre des programmes de recherche favorisant l'association des non-professionnels de la recherche dans les démarches de recherche pour être plus inclusives des différents publics et créer des espaces d'interface entre la science et la société. Il ne s'agit donc plus seulement de médiation de la science mais de médiation de la recherche. La recherche participative et la mise en place de dispositifs pour son accompagnement occupent donc une position centrale dans ce mouvement d'implication des acteurs non scientifiques et de transformation des pratiques scientifiques dans les processus de production, d'usage des connaissances et d'accès aux données. Elle renouvelle donc le dialogue science-recherche-société.

### *La recherche participative au centre du partenariat équitable et solidaire*

Les recherches participatives ne sont pas sans effet sur les pratiques de recherche. S'inscrivant dans un continuum entre recherche, médiation, expertise et science ouverte, tout en apportant des spécificités en termes d'horizontalité et de participation du public, elles renouvellent ainsi les questions de recherche, les objets de recherche, le dialogue science-recherche-société ainsi que la gouvernance, le pilotage et l'évaluation de la recherche. Par exemple le projet ANR GENgiBre coordonné l'unité CESSMA depuis 2021 vise à engager un dialogue sur les pratiques agricoles des populations du Brésil à travers une étude participative sur l'agroécologie. Elle permet une valorisation des savoirs ancestraux grâce à une rencontre entre des savoirs universitaires et des savoirs locaux singulièrement produits et perpétués par les femmes. Ce projet se place ainsi dans l'approche de la science émancipatrice, et féministe en particulier, sur la manière de produire et d'utiliser des savoirs pour permettre une transformation sociale orientée vers la durabilité des pratiques agricoles autant que l'égalité femmes-hommes. Elles sont ainsi au centre des débats intellectuels des communautés scientifiques internationales du fait des enjeux épistémiques et méthodologiques qu'elles posent à la science. La science de la durabilité projette un renouvellement des pratiques scientifiques où l'interdisciplinarité, l'engagement multi-acteurs et la mise en place de dispositifs structurants deviennent des enjeux majeurs pour la co-construction de recherche et de co-formations avec et dans les Suds.

#### À retenir

La science de la durabilité invite à questionner la capacité de notre système de production scientifique à renouveler les rapports entre sciences de la nature et sciences sociales et ses rapports aux savoirs « autres » pour répondre aux enjeux socio-environnementaux. Cela suppose une structuration des pratiques qui soulève les **enjeux de définition** de ce qu'est la recherche participative, ainsi que des **enjeux d'éthique forts** dans la mesure où ces pratiques ne sont pas sans effet sur les populations concernées et des **enjeux institutionnels** qui questionnent les dispositifs institutionnels de la recherche.